



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 07/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Thunder (France) Propco III SNC

123, rue du Château
92100 Boulogne-Billancourt

Références : MH/SV EQUIPE B4 n°1008-2024
Code AIOT : 0007002581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2024 dans l'établissement Thunder (France) Propco III SNC implanté LE GRAND CHEMIN CD 947 62840 Lorgies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection réalisée le 08 août 2024 sur le site de LORGIES entre dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL des Hauts-de-France au titre de l'année 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Thunder (France) Propco III SNC
- LE GRAND CHEMIN CD 947 62840 Lorgies
- Code AIOT : 0007002581

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Thunder (France) Propco III SNC de LORGIES (nouvel exploitant de l'établissement depuis le 01 mai 2020) fonctionne sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation daté du 21 juin 2005 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 10 avril 2015.

L'établissement Thunder (France) Propco III SNC de LORGIES est soumis à autorisation au titre de la rubrique 1510 pour ses activités d'entreposage (le volume total des entrepôts est de 356 380 m3).

La société Logicor est le gestionnaire du portefeuille de Thunder (France) Propco III SNC de LORGIES et la société CBRE est mandataire pour la gestion locative et technique de l'actif du site de LORGIES.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Par courriel du 05 août 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection la déclaration de changement d'exploitant au profit de Thunder (France) Propco III SNC, pour le site de LORGIES situé au lieudit "Le Grand Chemin". Le changement a pris effet au 1er mai 2020. Le courrier notifiant le changement d'exploitant en date du 26 juin 2020 a été envoyé à la préfecture du Pas de Calais en 2020.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 10/04/2015, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Vérification périodiques des matériels de sécurité incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 article 22	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article Article13	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Evacuation de personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 point 14	Sans objet
3	Exercice de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que, de manière générale, l'installation est maintenue en bon état de propreté, les espaces verts sont entretenus. Le site n'est plus en exploitation depuis le départ du dernier locataire en date du 9 Juillet 2024. L'exploitant est à la recherche d'un nouveau locataire pour son site et celui-ci est placé sous surveillance continue par une société de gardiennage. Les derniers contrôles périodiques des moyens de lutte contre l'incendie mentionnent de nombreuses non-conformités: l'exploitant les a prises en compte et a procédé à la remise en conformité de nombre d'entre elles et des actions sont actuellement menées pour la remise en conformité de celles restantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/04/2015, article 1.1			
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique de classement			
Prescription contrôlée :			
Rubrique de classement:			
Rubrique de classement	AS,A,D,NC	Libellé de l'a rubrique (activité)	Nature de l'installation
1510-1	A	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : 1. supérieur ou égal à	Bâtiments A et B de 12 000 m ² Stockage de 27 406 t de produits combustibles dans 6 cellules de 4 000 m ² Volume de l'entrepôt : 237 600 m ³ Bâtiment C Stockage de 12 687 t de produits combustibles dans 3 cellules de 3 122 m ² , 4 286 m ² et 4 590 m ² Local entretien de 300 m ² Soit environ 12 298 m ² Volume de l'entrepôt : 118 780 m ³ Bâtiment D Stockage de 6 250 t de

		1. supérieur ou égal à 300 000 m ³A 2. supérieur ou égal à 50 000 m ³ , mais inférieur à 300 000 m ³E 3. supérieur ou égal à 5 000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³D	Stockage de 6 250 t de produits combustibles dans 2 cellules de 2 990 m ² Volume de l'entrepôt : 56 810 m ³ Total : 46 343 t / 413 190 m ³
2925	D	A c c u m u l a t e u r s (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW ... D	Local de charge de 16 engins de manutention , soit une puissance totale de 144 kW Local de charge pour 20 engins de manutention, soit une puissance totale de 180 kW. Puissance totale de 324 kW

Constats :

Lors de l'inspection de l'installation, il a bien été constaté la présence de 11 cellules au total, correspondant à la description de la nature des installations de la rubrique 1510 dans le tableau de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral complément du 10/04/2015 et en adéquation avec le plan du dossier de porter à connaissance associé.

L'Inspection a également pu constater la présence de 3 locaux de charge classés en rubrique 2925.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera que la puissance total des locaux de charge n'excède pas 324kW et de la répartition des puissances dans les locaux de charge.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Evacuation de personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 point 14

Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation de personnel
Prescription contrôlée : [...]Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.[...]
Constats : L'exploitant a informé l'Inspection par courriel du 05/08/2024 avoir procédé à la demande du compte-rendu du dernier exercice d'évacuation auprès du dernier locataire et en attendre un retour. (L'établissement est à ce jour non exploité depuis le 19/07/2024). L'inspection a rappelé en séance l'obligation de procéder à un exercice d'évacuation tous les 6 mois, l'exploitant s'est engagé en séance à procéder à la réalisation de celui-ci après l'arrivée d'un nouveau locataire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exercice de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de défense incendie
Prescription contrôlée : [...]Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.[...]
Constats : L'exploitant a informé l'Inspection par courriel du 05/08/2024 avoir procédé à la demande auprès de l'ancien locataire du compte-rendu du dernier exercice de défense incendie et en attendre un retour. (L'établissement est à ce jour non exploité depuis le 19/07/2024). L'inspection a rappelé en séance l'obligation de procéder à un exercice de défense incendie tous les 3 ans, l'exploitant s'est engagé en séance à procéder à la réalisation de celui-ci après l'arrivée d'un nouveau locataire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vérification périodiques des matériels de sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les

vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

« L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23. »[...]

Constats :

En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 05/08/2024, les éléments suivants :

- Rapport du dernier contrôle des BAES en date du 20/06/2024: il est fait mention de plusieurs non-conformités, l'exploitant a transmis le bon de commande pour les travaux de remise en conformité associés datant du 15/07/2024.
- Rapport du dernier contrôle de désenfumage en date du 27/09/2024: il est fait mention de plusieurs non-conformités, l'exploitant a transmis le bon de commande pour les travaux de remise en conformité associés datant du 09/07/2024.
- Rapport du dernier contrôle des portes coupe-feu en date du 27/09/2024: il est fait mention de plusieurs non-conformités, l'exploitant a transmis le bon de commande pour les travaux de remise en conformité associés datant du 09/07/2024.
- Rapport du dernier contrôle des 3 poteaux incendie du site statuant sur leur bon fonctionnement et leur bon état en date du 31/07/2024. Néanmoins, le rapport fait mention d'un débit inférieur à 60m³/h à 1 bar pour les poteaux incendie 1 et 3 (inférieur aux attendus dans la prescription de l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 10/04/2015).
- Rapport de vérification des RIA en date 24/06/2024 → Fuites sur plusieurs RIA, réparées par le technicien le jour même, le rapport fait état d'un défaut sur le surpresseur.
- Portes coupe-feu: Le prochain contrôle est prévu en août 2024. Les derniers rapports de vérifications en 08/2023 et 08/2022 contiennent plusieurs remarques sur des portes, pas d'attestation de travaux transmis (selon l'exploitant, le locataire a fait les travaux mais celui-ci n'a pas de justificatifs.) Le nombre de portes coupe-feu diffère entre les rapports transmis de 2022 et 2023
- Extincteurs: L'exploitant a demandé les rapports de vérifications à l'ancien locataire mais reste à ce jour sans retour de sa part. Un bon de commande de CBRE en date du 23/07/2024 a été transmis par l'exploitant, mais pas de rapport de vérification associé. L'exploitant a transmis un extrait du registre de sécurité (Vérif EXTINCTEUR 2023) mentionnant la vérification annuelle des extincteurs en date du 12/09/2023.
- SSI : Le rapport du dernier contrôle réalisé le 14/11/2023 mentionne que le système en partie 3 est hors service et que 207 points sont en dérangement à l'arrivée du technicien lors du contrôle. Une première intervention a eu lieu le 16/02/2024 par société de contrôle et l'installateur qui a envoyé un devis le 25/03/2024 pour remise en état. La commande a été passée le 23/07/2024.

Lors de la visite du 08/08/2024, l'Inspection a pu vérifier, par sondage, la présence des étiquettes de contrôles sur les extincteurs, RIA, commande de désenfumage, porte coupe-feu: celles-ci correspondaient aux dates des rapports transmis. Seules les cellules A1,A2,A3,D1,D2 et C1 sont

équipées d'extincteurs (dernières cellules occupées par le dernier locataire), l'exploitant a indiqué à l'Inspection avoir déjà procédé à une demande de devis auprès d'un organisme pour équiper le reste des cellules, néanmoins celui-ci souhaite attendre l'arrivée d'un nouveau locataire pour procéder à la commande afin d'équiper les cellules en adéquation avec les matières stockées par le nouveau locataire. (A ce jour le site n'est plus exploité depuis le **19/07/2024.**)

A la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'Inspection les éléments suivants par courriel du 09/08/2024:

- Rapport du dernier contrôle des extincteurs en date du 02/08/2024, celui-ci ne fait pas mention de non-conformité à la suite du contrôle (extincteurs remplacés pendant le contrôle si nécessaire)
- Rapport du dernier contrôle du désenfumage en date du 01/08/2024, celui-ci fait mention de plusieurs non-conformité, l'exploitant a indiqué dans son courriel procéder à une commande pour la remise en état.

Par courriel du 27/09/2024, l'exploitant a informé le service d'inspection avoir sollicité un prestataire pour le contrôle des poteaux incendies. Celui-ci est également en attente du listing des équipements (notamment BAES et portes) de la part de ses prestataires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'Inspection les justificatifs suivants:

- Rapport d'intervention pour remplacement de 12 BAES par la société eurofeu suite à commande N° 2024/98354
- Rapport d'intervention pour réparation désenfumage par la société eurofeu suite à commande N° 2024/98222
- Date du prochain contrôle de désenfumage
- Porte coupe-feu : transmettre le rapport du prochain contrôle planifié le 05/09/2024
- Extincteurs : transmettre le dernier rapport de contrôle (réalisé en 2024)
- RIA : Transmettre le bon de commande et le PV de réalisation des travaux
- SSI : PV de remise en état de l'installation + rapport de vérification
- Mesure prises pour réduire le risque incendie
- Retour du prestataire pour la justification du débit des poteaux incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

[...] « Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...]

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel du 05/08/2024, le bon de commande pour l'aide

à la rédaction du plan de défense incendie par un organisme en date du 22/07/2024.

Par courriel du 27/09/2024, l'exploitant a informé l'Inspection de la commande d'une prestation pour la réalisation du plan de défense incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'Inspection le plan de défense incendie mis à jour qui fera mention des dispositions à mettre en place en cas d'éventuelles indisponibilités du SSI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article Article13

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention incendie

Prescription contrôlée :

[...] L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment d'une défense contre l'incendie qui doit être assurée de telle sorte que les sapeurs pompiers puissent disposer durant deux heures, d'un débit d'extinction minimal de $360 \text{ m}^3/\text{heure}$, soit un volume total de 720 m^3 d'eau, dans un rayon de 150 mètres, par les voies carrossables, mais à plus de 30 mètres du risque à défendre.

Cette prescription est réalisée :

- par 3 poteaux incendie (un poteau incendie implanté au sud du bâtiment D, un autre au Nord du site près de la réserve de 120 m^3 et un dernier près du parking PL) de 100 mm normalisés et susceptible d'assurer un débit de $60 \text{ m}^3/\text{h}$ ($3 \times 60 = 180 \text{ m}^3/\text{h}$), pendant 2 heures, sous une charge restante de 1 bar. Cet hydrant est implanté en bordure d'une voie accessible aux engins d'incendie ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci et à 100 m au plus du risque. Ce débit d'eau ne doit pas être diminué par le fonctionnement des RIA.

- par une réserve incendie de 480 m^3 (située à proximité des bâtiments A et D) réalisée conformément à la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

Cette réserve est accessible en tout temps par les engins d'incendie, voirie avec portance minimum de 130 kN, implantée à plus de 30 mètres des bâtiments. Au près de cette réserve, il est aménagé une plate forme d'aspiration de 128 m^2 ($16 \times 8 \text{ m}$) minimum accessible en tout temps par les engins d'incendie, voirie avec portance minimum de 130 kN, comprenant deux puisards d'aspiration de diamètre 1000 mm minimum avec carré de manœuvre, vanne d'ouverture / fermeture et système de vidange des eaux. Ces puisards ont une contenance minimum de 4 m^3 .

- par une seconde réserve incendie d'un volume de 120 m^3 au Nord du site. Elle est pourvue d'une signalisation et d'un raccord normalisé de type poteau d'aspiration avec raccords tournants sans coquille pour une hauteur d'aspiration inférieure à 8 m.

L'exploitant doit veiller à ce que les eaux de ruissellement ne viennent pas polluer les réserves

incendie en toute circonstance.[...]
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater sur le site la présence des éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Trois poteaux incendie accessibles aux engins incendie et répartis sur le site. • Une réserve d'eau située entre les bâtiments A et D: le volume de 480m³ de cette réserve n'est pas indiqué et l'exploitant n'a pas été en capacité de justifier du volume d'eau disponible. Cette réserve est grillagée sur toute sa périphérie, elle dispose de deux puisards d'aspiration à l'extérieur de l'enceinte grillagée accessibles aux engins incendie par la voie carrossable. L'entretien de l'espace vert à l'intérieur de l'enceinte est à réaliser. • Une réserve d'eau située entre les bâtiments au nord du site: le volume de 120m³ de cette réserve n'est pas indiqué et l'exploitant n'a pas été en capacité de justifier du volume d'eau disponible. Cette réserve est grillagée sur toute sa périphérie, elle dispose d'un poteau d'aspiration à l'extérieur de l'enceinte grillagée accessible aux engins incendie par la voie carrossable. L'entretien de l'espace vert à l'intérieur de l'enceinte est à réaliser. <p>L'exploitant a informé le service d'inspection par courriel du 27/09/2024 avoir passé commande à un prestataire pour réaliser l'entretien des espaces verts autour des bassins, la pose de signalisation (capacité) et la mise en place d'un système de contrôle de la disponibilité des volumes d'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera de l'entretien des espaces verts autour des réserves incendie et de l'affichage des volumes des réserves incendie disponibles. (photos, attestation de travaux...)</p> <p>L'exploitant justifiera des mesures mises en place permettant de s'assurer en toute circonstance du volume effectif des réserves incendie de 480m³ et 120m³.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois